



LE 1er MAI

remettons l'imagination

au pouvoir !



contact@cnt-so.org - www.cnt-so.org - avril 2018

Pour des services publics sans profits, égalitaires, revalorisés et accessibles à tous-tes

Depuis plusieurs dizaines d'années, la pensée ultra-libérale ne cesse de distiller son idéologie extrémiste dans l'ensemble de la société. Sa novlangue a pour but principal de « ringardiser » le discours syndical en voulant démontrer que la défense des droits des salarié.e.s et des services publics serait un combat « conservateur » ou « archaïque ».

Pour les dominants, il apparaît donc comme un choix « pragmatique » de parler de « compétitivité » et de « libre concurrence » pour ces mêmes services publics. Ne soyons pas dupes, nous savons bien que derrière ces mots, c'est de privatisation qu'il s'agit ! Or le privé n'a jamais été philanthrope !

Pas un jour sans que l'on annonce qu'un groupe ayant pourtant engrangé des bénéfices en millions d'euros prévoit un plan de licenciements (Ricoh en France aujourd'hui, Opel en Allemagne).

Les services publics sont au service de l'intérêt général, il est donc impensable que la question des profits entre en jeu. Une ligne de train, une école, un hôpital n'ont pas pour but d'être rentables, ils sont créés pour aider chacun.e à se déplacer, à recevoir une éducation, à se soigner. **Ces services publics sont nos « communs » et pour qu'ils profitent à tous-tes et en particulier à ceux et celles qui en ont le plus besoin, ils doivent être égalitaires et donc tendre à leur gratuité.**

Les cheminots-tes en lutte l'ont bien compris en se battant contre la casse de la SNCF, ils défendent cet intérêt commun et ont besoin de notre soutien.

Nous saluons le courage et la créativité des étudiant.e.s dans les facs occupées qui refusent que soit bradé leur avenir sur l'autel de la compétitivité. Le rôle de l'école n'est pas de n'en faire réussir que quelques uns, mais de proposer à chaque jeune de

construire des connaissances critiques, de s'outiller à l'émancipation; c'est pourquoi nous sommes contre la sélection et le tri social de la maternelle à l'université !

C'est également pourquoi nous ne voulons pas des privatisations rampantes de l'hôpital public, cette situation va à l'encontre des patient.e.s et des travailleurs.euses qui dénoncent depuis plusieurs mois la maltraitance des malades à cause du manque de personnel.

C'est en grande partie l'État qui est responsable de ce saccage. Pour nous, ce n'est donc pas l'État et ceux qui le gouvernement qui doivent gérer nos « communs », ce sont ceux et celles qui les connaissent le mieux : les travailleurs.euses et les usagers-ères. **Nous revendiquons l'autogestion du service public !**

Nos « communs » doivent également être rénovés, repensés, rebâti. Il faut qu'ils soient accessibles à tous-tes, y compris aux plus fragiles (jeunes enfants, seniors, handicap.e.s...) mais ils doivent également être écologiques. Il faut donc investir. C'est l'inverse de ce qui se fait depuis des années, parfois avec des partenariats public-privé catastrophiques qui endettent les mairies et leurs contribuables sur des décennies et délèguent au privé les missions publiques de l'Etat.

C'est également notre rôle de réinventer des services publics à la hauteur des besoins.. Pour commencer, il faut récupérer ce qui nous a été pris par l'oligarchie capitaliste. **Socialisons les entreprises privatisées et reprenons notre dû** : autoroutes (vache à lait de Vinci), Poste, aéroports, Air France, Alstom, banques, ...

Notre société a changé et nous avons le devoir d'imaginer nos futurs « communs » : service à la personne (pour les personnes âgées, de plus en plus nombreuses), patrimoine et culture (gratuité des musées par exemple), réquisition et socialisation des logements vides, développement et accueil gratuit des structures consacrées à la petite enfance...

Défense de nos droits et statuts

Nos droits et les statuts protecteurs ont été conquis par les luttes et en particulier par la grève.

C'est donc par la grève que nous pourrons en gagner de nouveau. Il est urgent d'élaborer et d'imposer un nouveau Code du Travail, ce n'est pas aux patrons et aux gouvernants de le faire ! C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons ! Ils veulent casser les statuts par soucis d'égalité, prétendent-ils ! Chiche ! **Alignons l'ensemble du salariat sur les statuts et droits les plus élevés au lieu d'aligner vers le bas.** Imaginons des statuts protecteurs, émancipateurs et formateurs ! Le droit au travail n'est pas le devoir d'être exploité, la précarité et la sous-traitance doivent disparaître !

Répartition égalitaires des richesses et du travail

Assez de culpabilisation, c'est toujours les salarié.e.s qui doivent se serrer la ceinture. Sommes-nous responsables des crises récurrente du système économique capitaliste ? Nous payons encore celle de 2008, et aucune avancée n'a été faite sur le contrôle de la finance. Et ce sont à nouveau 23 milliards d'euros de bénéfices engrangés l'année passée par les banques françaises, qui elles ne connaissent pas la crise... Les inégalités de richesse déjà énormes, ce sont encore creusées dans la dernière décennie avec des chiffres qui donnent le tournis : 1% des français.e.s détiennent ainsi désormais un quart du patrimoine du pays avec en « super champion » un Bernard Arnaud enrichi de plus de 3 millions par heure en 2017 !! Facteur clef depuis les années 80, la part des salaires dans les richesses produites est en constante régression et ce sont des dizaines de milliards qui sont passés du Travail au Capital. **Cette richesse qui nous est confisquée, c'est pourtant nous qui la produisons, reprenons-la !**

Nous vivons depuis des décennies avec le paradoxe d'un chômage de masse alors que la productivité des salarié.e.s progresse tout comme les progrès technologiques. Là encore, c'est la course aux profits qui a empêché de faire

bénéficier de ces progrès à tous et toutes. **Le partage du travail devient une urgence, avec une revendication immédiate impérative de baisse du temps de travail. Travaillons tous et toutes, moins et autrement !**

Comme il y a cinquante ans, remettons l'imagination au pouvoir !

On est bord de la crise de nerf dans les hôpitaux et à la Poste. On crève sur les chantiers, on crève à l'usine ! On se tue à la tâche à nettoyer des chambres d'hôtel de luxe, on se tue à la tâche chez Carrefour ! Le capitalisme, c'est le travail salarié qui broie les corps et les esprits. Inventons une société dans laquelle le.la travailleur.euse n'est plus une variable d'ajustement, un.e anonyme dans la ruée au profit, construisons une société où le travailleur.euse retrouve sa dignité, une société où le travail répond aux besoins réels de tous et de toutes.

A nous d'imaginer une société où le bonheur soit possible, une sociabilité fraternelle et écologiste, une démocratie réelle et directe au service de tous-tes, des communs autogérés.

Pour cela, organisons-nous, luttons ensemble !

Le capitalisme nous divise : cheminots « privilégiés » contre les autres salarié.e.s, précaires contre CDI, immigré.e.s contre Français.es, public contre privé... Renforçons nos syndicats dans lesquels nous faisons l'expérience concrète de la solidarité et de la lutte ! Il n'y a qu'une division : les exploité.e.s contre le capitalisme morbide !

**POUR UN
1^{er} MAI 2018
de solidarité et de luttes
MANIFESTONS !**

